

**Arrêté n° PCICP2026118-0001**

Arrêté portant enregistrement concernant la création d'une centrale d'enrobage et d'une station de transit, regroupement, tri de produits minéraux par la société APRR sur le territoire de la commune de CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE (10200)

---

Le préfet de l'Aube,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 et notamment son annexe III ;

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 512-7 à L. 512-7-7, R. 512-46-1 à R. 512-46-30 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

**VU** le décret du 31 juillet 2025 nommant M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube, sous-préfet de Troyes ;

**VU** l'arrêté du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d')

**VU** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement « , y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 »

**VU** l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 fixant le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2025225-0003 du 13 août 2025 portant délégation de signature à M. Franck DORGE secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

**VU** la demande présentée le 9 décembre 2025 par la société APRR pour l'enregistrement relatif à l'exploitation d'une centrale d'enrobage et d'une station de transit, regroupement, tri de produits minéraux et de déchets non dangereux inertes ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 9 janvier 2026 établissant la recevabilité et la complétude de la demande susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° PCICP2026023-0001 du 23 janvier 2026 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public, à savoir : du lundi 16 février au lundi 16 mars 2026 ;

**VU** l'absence d'avis émis par le conseil municipal de la commune de CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE ;

**VU** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 1er avril 2026 ;

**VU** le courrier recommandé du 2 avril 2026 avec accusé de réception du 8 avril 2026 transmettant le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement à la société APRR et laissant à l'exploitant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations au préfet et à l'inspection des installations classées ;

**VU** l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

**CONSIDÉRANT** que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions des arrêtés de prescriptions générales susvisés et que le respect de ceux-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

## **ARRÊTE**

---

### **TITRE 1 PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **ARTICLE 1 : EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION**

Les installations de la SA APRR représentée par M. Philippe GIGUET, en qualité de directeur Infrastructure Patrimoine Environnement dont le siège social est situé 36, rue du docteur Schmitt sur la commune de SAINT-APOLLINAIRE (21850), faisant l'objet de la demande susvisée du 26 mars 2021, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées au lieu-dit « L'Homme Mort » sur la commune CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE (10200)

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives (article R.512-74 du Code de l'Environnement).

Cet arrêté d'enregistrement accordé au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ne dispense pas l'exploitant des éventuelles autorisations liées à d'autres législations, notamment sur l'urbanisme.

**ARTICLE 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Rubrique ICPE	Intitulé de la rubrique Installations classées	Caractéristiques de l'installation	Régime
2521-1	<b>Enrobage au bitume de matériaux routiers (centrale d') :</b> 1. À chaud	<b>Centrale d'enrobage mobile fonctionnant à chaud</b>	E
2517-1	<b>Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques,</b> la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup>	<b>Stockage des matériaux – granulats - minéraux</b> environ 12 000 m <sup>2</sup>	E
2515-1a	<b>Broyage, concassage, (...) de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</b> La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes (...), étant : a) Supérieure à 200 kW	<b>Concassage - criblage des fraisât</b> 300 kW	E
4718	<b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel</b>	Stockage de GPL servant à alimenter le brûleur du sécheur-malaxeur 32 t	DC
4734-2c	<b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution :</b> essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; (...) La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines, 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	Stockage de fioul lourd TBTS : 55 m <sup>3</sup> (55 t) Stockage de gasoil non routier (GNR) : 2 réservoirs de 6 m <sup>3</sup> (10,4 t) Station de distribution de gasoil non routier (GNR) : 10 m <sup>3</sup> (8,6 t) <b>Quantité totale (site) : 74 t</b>	DC
2910-A-2	<b>Combustion</b> A. lorsque l'installation consomme exclusivement seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse la puissance maximale de l'installation est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW	1 chaudière d'une puissance de 700 kW - 2 groupes électrogènes de puissance de 1 100 et 300 kW, soit 1 400 kW <b>Puissance totale : 2,1 MW</b>	DC
4801-2	<b>Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses.</b> La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 500 t	<b>Dépôt de matières bitumeuses :</b> 2 à 3 compartiments par centrale <b>Quantité totale max présente = 480 tonnes</b>	D
2915	<b>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles</b> 2. lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, la quantité totale des fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l.	<b>Huile thermique chauffée à 180°C pour un point éclair supérieur à 200°C</b> 2 800 l de fluide par centrale	D

E : Activité soumise à Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle.

#### **ARTICLE 1.0.1. ARTICLE 3 : ÉTABLISSEMENT CONCERNÉ PAR LA NOMENCLATURE IOTA**

Les installations exploitées relèvent de la nomenclature IOTA pour les rubriques indiquées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique IOTA	Intitulé de la rubrique nomenclature IOTA	Caractéristiques de l'installation	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Surface totale d'environ 7,5 ha dont environ 3,4 ha utilisée pour l'implantation des installations projetées.	D

D : Déclaration

#### **ARTICLE 4 : LES INSTALLATIONS AUTORISÉES SONT IMPLANTÉES SELON LES PARCELLES SUIVANTES**

Lieu-dit	Commune	Section	Numéro
« L'Homme Mort »	CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE	ZR	27, 26, 41, 48

#### **ARTICLE 5 : CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande susvisée, et les différents engagements exprimés au cours de l'instruction de cette demande.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables ainsi que de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 fixant le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).

#### **ARTICLE 6 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Enrobage au bitume de matériaux routiers (Centrale d') ;
- l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.



---

## TITRE 2 NOTIFICATION – PUBLICATION – EXÉCUTION

---

### ARTICLE 7 : NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société APRR

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

### ARTICLE 8 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le 28 AVR. 2026

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Franck DORGE

#### Délais et voies de recours :

En application des articles L. 514-6 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télerecours ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.